

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Bureau national du PS, lundi 14 décembre 2015

**358 élus FN, 355 élus PS le 13
décembre, Valls nous a
emmené de Le Pen à Le Pen,
échec total, il doit partir**

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 17 décembre 2015

Démocratie & Socialisme

Il y a peu, 3 ans à peine, nous avions tout : le peuple de France avait voté pendant 10 ans à gauche et nous avait tout donné, le sénat pour la première fois depuis sa création, l'assemblée, la présidence, 2 villes sur 3, 6 départements sur 10, 20 régions sur 22. Nous venons de tout perdre, dramatiquement, tragiquement, 5 élections en moins de 2 ans. Le gouvernement Valls nous a emmenés de Le Pen à Le Pen, du 29 mai 2014 au 6 décembre 2015 ; en refusant de changer de cap politique, il a permis que le FN soit pour la deuxième fois en tête des suffrages du pays au premier tour. C'est un gouvernement d'échec, qui décourage la gauche, le salariat, notre base électorale, et qui donne tout au patronat ; il doit partir, Valls et Macron doivent partir.

Car si nous avons perdu, ce n'est pas parce que le peuple de France, ni des millions d'électeurs socialistes ont changé d'avis depuis 2012, ce n'est pas la faute au peuple, c'est notre faute ! C'est parce que la politique suivie par le gouvernement a trahi les nôtres, hélas, parce qu'on compte 1,3 million de chômeurs de plus dans les catégories A, B et C, 6,15 millions de chômeurs au total Outre-mer inclus, entre 15 et 20 % de précaires, parce que le Smic est bloqué depuis 10 ans, de même que l'indice du bas de la fonction publique, parce que 50 % des salariés gagnent moins de 1 750 euros, parce qu'il y a 9 millions de pauvres en dessous de 900 euros, parce qu'il y a 7 millions de retraités en dessous de 1 000 euros, parce que la misère, et pire, l'absence d'espoir règnent au point de désespérer des millions de gens et de les pousser dans les bras infâmes et dangereux du FN.

Et nous avons donné 41 milliards au grand patronat, à Gattaz, et ils n'en ont rien fait, rien. Ils n'ont embauché personne, absolument personne, ils ont licencié et on a facilité les licenciements au lieu de les contrôler. Le patronat a spéculé avec les milliards qu'on lui a donnés, il n'a pas embauché. Le patronat sabote et ne produit que 70 % de ce qu'il pourrait produire. Le patronat n'investit pas, et il en demande toujours plus, allant jusqu'à oser déclarer que « le Code du travail est l'ennemi n°1 des patrons ». Comme l'a dit François Rebsamen, « quand on choisit la politique de l'offre, on se met dans la main des patrons » ; nous y sommes et nos électeurs sont très conscients de ce que ça signifie comme cadeau à la finance. Tous, nous constatons l'échec qui en résulte puisque la dette, au nom du remboursement de laquelle on commet toutes ces erreurs, est passée de 86 % à 98 % du Pib.

Alors oui, Jean-Christophe, quand tu dis « il faut une inflexion », même si ce mot est très modéré, on a envie de te suivre, et on espère être entendus, ne serait-ce qu'un peu. Inlassablement, car c'est normal, nous nous voulons dans l'espoir et l'action. Mais si tu crois bon de préciser « il ne s'agit pas de changer la ligne économique », on comprend aussitôt que cela n'ira pas loin. Et même cela, là-haut, ils ne veulent pas l'entendre, ils te clouent le bec aussitôt. Là-haut, c'est la tour d'ivoire, la tour dorée, la tour de la finance avide et rapace, fermée, bornée, qui ne veut rien entendre, même pas ça, même pas venant de notre parti socialiste tel qu'il est.

Qu'on ne nous dise surtout pas que c'est le « combat pour les valeurs » (sic, mais lesquelles ? le problème n'est pas l'immigré ni la nation, mais le banquier. Et les attentats ? c'est dans les quartiers touchés à Paris, 10e et 11e que le FN a eu le moins de voix, le chiffre de 42 500 chômeurs de plus en octobre concerne 200 000 personnes et compte politiquement encore plus) ; le combat, c'est pour le Smic, pour du pain dans l'assiette. C'est le social qui compte. Sans social, la République se meurt, elle est un mot creux.

Augmentez le Smic, c'est le minimum, bon sang ; le FN est contre le Smic, augmentez-le, et les salaires, ça sera un signe immédiat, et vous et nous renverserons la situation, les carnets de commande augmenteront, la relance se fera, on repartira plus sûrement qu'en gaspillant des milliards pour Gattaz et les paradis fiscaux. Sinon, en 2017 ce sera comme en décembre 2015, on sera 3e, on sera derrière, ce sera la chute finale ; est-ce cela que vous voulez ? Le suicide jusqu'au bout ?

Il reste 18 mois, même pas, six mois utiles, c'est maintenant la « dead line » : vous n'allez pas accepter comme agenda, pendant six mois, la contre-révolution anti Code du travail, avec rapport, dit Badinter/Combrexelle, le 15 janvier, et décision au gouvernement le 15 mars, et débat au Parlement tout le printemps, jusqu'en juillet août, puis

vote pour casser un siècle de Code du travail issus d'un siècle de valeureux combats sociaux. Pas nous, pas ça, pas là. On ne va pas passer la dernière année du quinquennat à casser les droits collectifs du travail, avec Combexelle, Mettling, Macron, tout de même ? Vous n'allez tout de même pas laisser l'absurde 2e projet de loi Macron, « NOE », texte surréaliste, pour l'uberisation, la ryanisation, l'auto-entreprenarisation, une attaque inouïe contre l'existence même du salariat, que même Sarkozy et NKM n'osaient pas imaginer il y a quelques semaines si Macron ne leur en avait pas donné l'idée ?

Alors oui, comme tu le dis, Jean-Christophe, pour assécher le FN, « il faut faire reculer la précarité » D'autant que la précarité ça ruine l'économie, ça ne sert à rien qu'à faire du mal. Ce sont les salariés bien formés, bien traités, bien payés qui produisent le plus, pas les précaires. Les entreprises qui marchent ont besoin de CDI, pas de précaires. 85 % des contrats sont des CDI et 95 % entre 29 ans et 54 ans. Si 85 % des jeunes sont embauchés en CDD, en flux, pas en stock, c'est pour les humilier, les bizuter, pas du tout par nécessité économique.

Et oui, Jean-Christophe quand tu dis « faisons reculer la précarité », commençons par enlever ce que la loi Macron du 8 août et la loi Rebsamen du 17 août ont introduit, 3 CDD de suite pour les jeunes au lieu de 2, l'équivalent d'un CPE de 18 mois où les patrons peuvent virer le jeune trois fois sans motif. Plus d'un millier de jeunes ont signé un appel « www.stop3cdd.fr », toutes les organisations de jeunesse ont signé, y compris nos MJS, l'UNEF, la JOC etc. Au moins écoutons-les. Car nous sommes dans un quinquennat qui a commencé sous le signe de la lutte contre la précarité et de la priorité à la jeunesse ; avec l'ANI et la loi Sapin du 14 juin, nous avons majoré le coût des CDD de peu, il est vrai, de 0,5 %, de 1,5 %, de 3 %, et ça n'a pas suffi, avec la loi Chaynesse-Khirouni, on a taxé (à 523 euros) et limité le nombre des « stagiaires » (à 15 %) (il était passé de 600 000 en 2008 à 1 600 000 en 2013). Là on peut taxer les CDD à 25 % et limiter le nombre de précaires à 5 % par entreprises. Voilà des mesures immédiates, applicables aussitôt et qui se sentiront vite en six mois.

Et puis, c'est facile, il suffit d'appliquer nos lois, de renforcer et pas de casser l'inspection du travail et les prud'hommes, pour traquer le système exponentiel des « travailleurs détachés », actuellement 450 000 sans doute, (Michel Sapin, devant ce bureau national s'en plaignait il y a 2 ans, il les estimait à 350 000 alors, et il n'a, nous n'avons **rien** fait). Ces salariés dont les patrons français ne paient pas les cotisations sociales, censées être versées au taux et dans le pays d'origine, c'est une escroquerie, elles ne sont pas payées du tout, et les majors du bâtiment, entre autres, se font des milliards là-dessus. Croyez bien que ce n'est pas pour faire réélire la gauche, leurs médias feront le jeu de LR, dont ils espèrent encore davantage, tout en donnant du grain à moudre au FN.

Je dois finir, mais c'est l'histoire de la gauche qui s'écrit, le beau nom de notre parti, « socialiste » doit être sauvé, restauré, défendu, et si on veut l'unité de la gauche, il faut travailler à une plate-forme commune de toute la gauche, et travailler à un candidat commun dès le premier tour pour battre FN et LR. Et il faut **entendre encore une fois ce que nous ont dit clairement nos électeurs**, ceux qui ont mis le total gauche en tête, ceux qui se sont abstenus, ceux de 2012 toujours là, toujours mobilisables si on agit à gauche, enfin, dans cette dernière étape du quinquennat.